

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACIERIE ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE

rue du Pont des Moines
59145 Berlaimont

Références : 2025 - V3 - 174
Code AIOT : 0007001225

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement ACIERIE ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE implanté rue du Pont des Moines 59145 Berlaimont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans l'action "PFAS". L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 définit des activités susceptibles de rejeter des substances PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIERIE ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE
- rue du Pont des Moines 59145 Berlaimont
- Code AIOT : 0007001225

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACIÉRIE ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE (AFHS) fabrique des pièces en acier moulé. Elle est réglementée par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 20 juillet 2001.

L'établissement est notamment soumis à autorisation au titre de la rubrique 2551 de la nomenclature des installations classées (Fonderie [fabrication de produits moulés] de métaux et alliages ferreux), la capacité de l'installation étant de 10,5 t/jour.

Le site s'insère dans la Zone Industrielle de Berlaimont et a une superficie totale de 85 000 m². L'effectif est de 124 personnes.

L'usine se compose des unités de production suivantes :

- malaxeur (mélange de sable neuf, de sable régénéré et de résine) ;
- fabrication des moules à partir du mélange sable / résine, noyautage (creux de la pièce à fabriquer), séchage à l'air libre ;
- entreposage des modèles ;
- atelier de modelage (fabrication et réparation des modèles) ;
- régénération thermique des sables de fonderie ;
- ébarbage des pièces.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites de rejets	AP Complémentaire du 20/07/2001, article 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/07/2001, article 1.1	Sans objet
2	Rejets eaux	AP Complémentaire du 20/07/2001, article 7.1	Sans objet
3	Localisation des points de rejets	AP Complémentaire du 20/07/2001, article 7.5.1	Sans objet
5	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités du site n'entrent pas dans le champ d'action de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2001, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités autorisées
Prescription contrôlée : La société Aciérie et Fonderie de la Haute Sambre dont le siège social est situé à Berlaimont (59145), rue du Pont des Moinbes est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Berlaimont des installations suivantes :
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2001 comprend l'installation "stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'aliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (etc)". Ces activités étaient rattachées à la rubrique 286 de la nomenclature ICPE. Cette rubrique a été reprise sous les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Rubrique 2712 : activité de déconstruction de véhicules hors d'usage• Rubrique 2713 : activité de tri / transit / regroupement de déchets ou de métaux non souillés• Rubrique 2716 : activité de tri / transit / regroupement de déchets non dangereux non inerte• Rubrique 2718 : activité de tri / transit / regroupement de déchets ou de métaux dangereux Par courrier du 24 septembre 2010, l'exploitant s'est positionné sur la rubrique 2713 de la nomenclature ICPE. Aujourd'hui, la rubrique 2713 encadre les installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux. L'inspecteur des installations classées constate que l'exploitant exerce des activités de récupération en vue de réutilisation de pièces métalliques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2001, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés comprennent : Les eaux pluviales recueillies par les sols et les toitures. Les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux de lavabos et douches et les eaux de cantine.
Constats :

L'activité ne génère pas d'eaux de process. Les eaux rejetées sont constituées des eaux pluviales de toiture et de voirie ainsi que les eaux vannes.
Le circuit de refroidissement de la fonderie fonctionne en circuit fermé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Localisation des points de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2001, article 7.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

5 rejets dans le Fossé du Roy ne comprenant que des eaux de toiture;
2 rejets dans le réseau public d'assainissement passant rue du Pont des Moines, ne comprenant que des eaux de toiture;
1 rejet dans le ruisseau des Arbreaux, comprenant des eaux de toiture et toutes les eaux de voirie.

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2001 fait état de 5 rejets dans le Fossé du Roy, 2 rejets dans le réseau public d'assainissement 1 rejet dans le ruisseau des Arbreaux.
L'assainissement des eaux pluviales a été revue et l'exploitant a conservé 2 points de rejet, un dans le Fossé du Roy et un dans le ruisseau des Arbreaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2001, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux rejetées dans le milieu naturel doivent permettre de respecter l'objectif de qualité de la Sambre. En particulier les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthodes de référence
MES	70	NF EN 872
DCO	40	NFT 90101
DBO5	10	NFT 90103
Azote Global	3	NF EN ISO 25663 NF EN ISO 10304-1 et 10304-2 NF EN ISO 13395 et 26777 FDT 90045

Phosphore Total	0.6	NFT 90023
Phénols	0.05	XPT 90109
Hydrocarbures Totaux	1	NFT 90114
Fer	1.5	NFT 90017 et NFT 90112 ISO 11885
Métaux Totaux	4.1	FDT 90112

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats de la surveillance des rejets d'eaux pluviales réalisées au titre de l'année 2023, rapport d'analyse N° 4148.00096 du 4 décembre 2023 rédigé par CERECO et transmis via GIDAF.

L'exploitant n'a pas transmis les résultats de la surveillance des rejets pour l'année 2024.

Par courriel du 22 juillet 2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisés les 5 et 6 juin 2025 par le laboratoire SOCCOR.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit respecter la périodicité de son autosurveillance.

En outre, les analyses montre, sur le paramètre Azote global, un taux supérieur à la valeur limite réglementaire défini dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2001:

- rejet vers fossé du Roy : 3.15 mg/l pour une VLE à 3mg/l soit 1.05 fois la VLE
- rejet vers ruisseau des Arbreaux : 4.99 mg/l pour une VLE à 3mg/l soit 1.6 fois la VLE

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier le dépassement pour le paramètre Azote global.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Champ d'application

Prescription contrôlée :

I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement

<p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par : - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après vérification, l'inspection des installation classées confirme que les activités exercées par l'exploitant ne sont pas soumises à autorisation au titre des rubriques mentionnées dans l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>